

# Association MARS

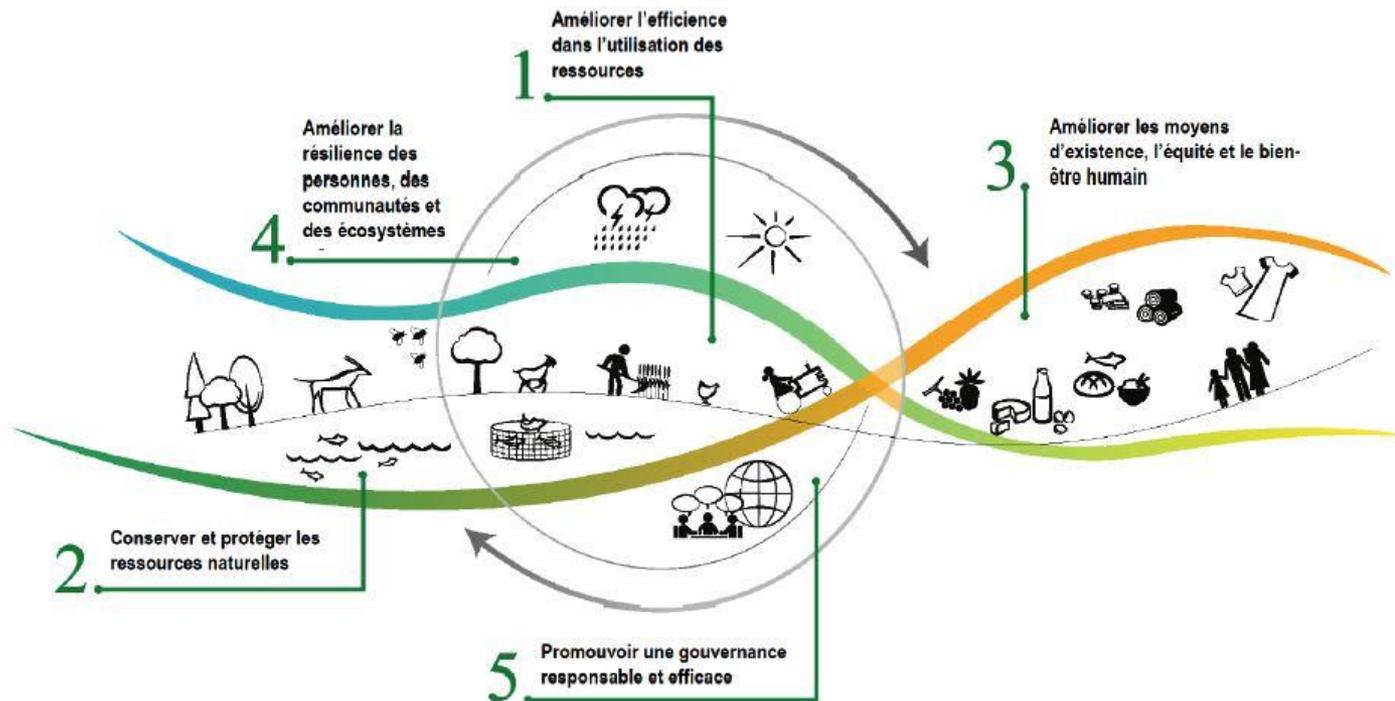
## Territorialisation de l'agriculture et de l'alimentation au niveau local. Quel avenir ?

Frédéric WALLET, INRA, UMR SADAPT

# ☐ Alimentation durable: une réponse aux enjeux de transition des territoires

- Prise de conscience du **caractère central des enjeux d'alimentation durable** pour la **mise en mouvement des territoires** vers la transition écologique et sociétale
- Alimentation durable: impose une **approche transversale** des enjeux, **nécessitant l'engagement de nombreux acteurs** publics et privés
- **Visée transformatrice** du modèle de développement des territoires :
  - **Défi énergétique:** lutte contre le dérèglement climatique,
  - **Défi environnemental:** préservation des ressources naturelles et de la biodiversité,
  - **Défi économique et sociétal:** emploi local non délocalisable, répartition de la valeur ajoutée, aménagement du territoire, santé, lien social, lien rural-urbain...

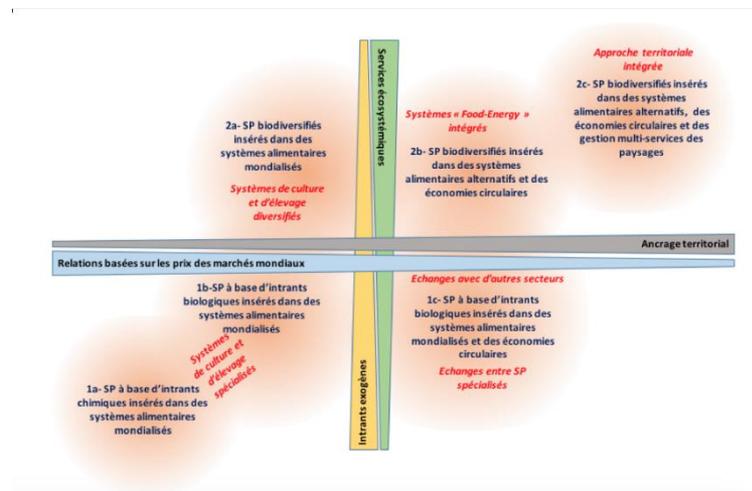
# Les cinq principes de l'alimentation et de l'agriculture durables



*(les enjeux pour l'alimentation et l'agriculture – source FAO)*

# Reterritorialisation agricole: un enjeu de résilience

- Résultat d'une logique de spécialisation agricole et agroindustrielle des territoires au profit de la demande mondialisée
- Rendre aux territoires ruraux leur fonction nourricière: réactiver le lien rural-urbain, les échanges entre villes voisines, et diversifier les bassins alimentaires des agglomérations
- Logique de reterritorialisation via des modèles innovants (économie circulaire, micro-fermes, circuits de distribution alternatifs...)

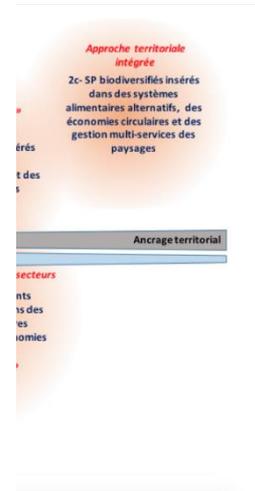
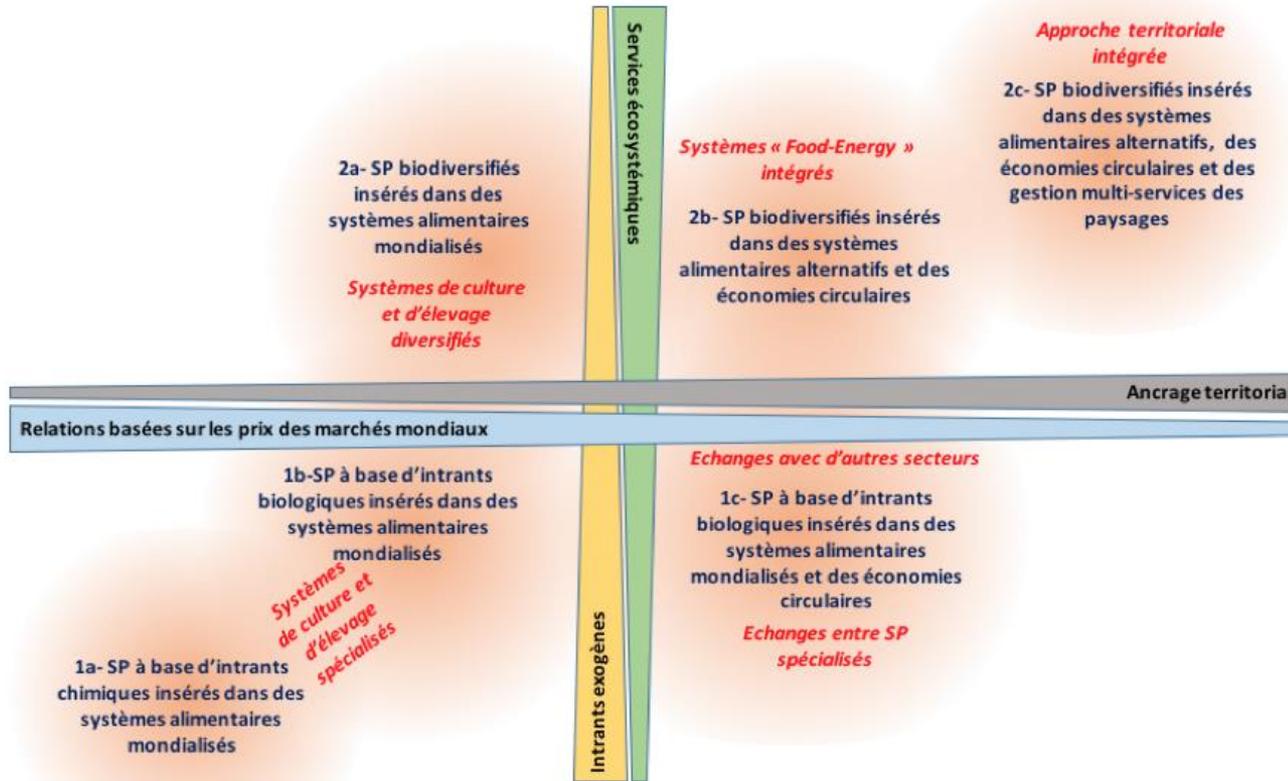


## Enjeux de résilience

Environnementale (réduction des impacts), économique (réduction de la vulnérabilité et dépendance), sociale (renforcement des liens sociaux)

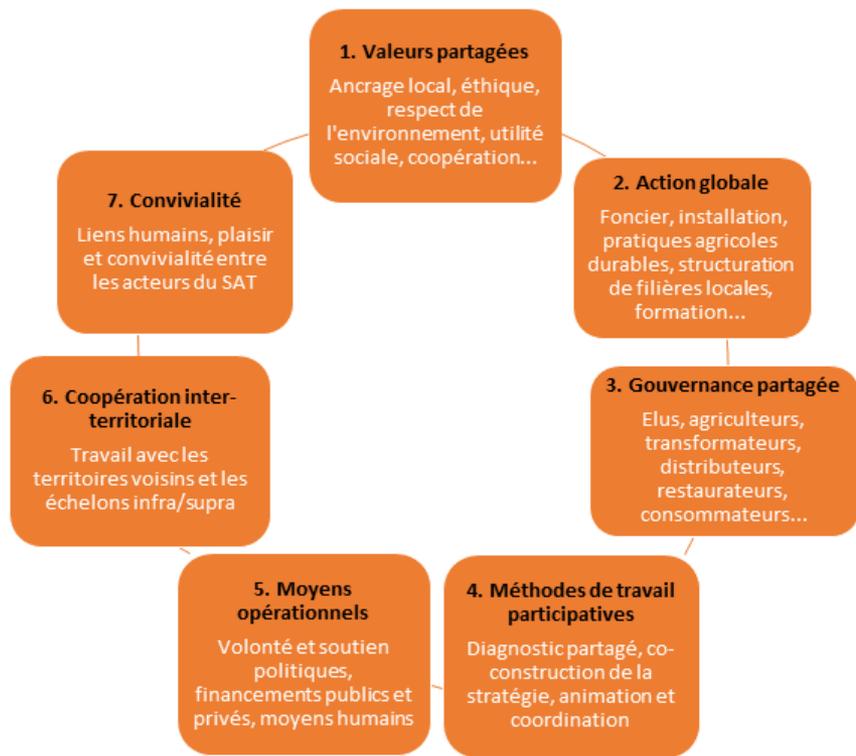
# Reterritorialisation agricole: un enjeu de

- Résilience agricole et productive
- Renouveau des échelles locales
- Logique économique alternative



ion des  
duction de la  
ce), sociale  
ciaux)

# ❑ Vers des systèmes alimentaires territorialisés et durables



## Les 7 composantes d'un SAT

(Réseau Rural PACA)

- « Un système alimentaire est la façon dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture » (Malassis, 1994)
- SAT: « ensemble cohérent de filières agroalimentaires localisées dans un espace géographique de dimension régionale ». (Rastoin, 2010)

## □ Objectifs des SAT



- Valoriser les produits dans des filières de proximité
- Privilégier une agriculture familiale et des réseaux de pmE et tpE agroalimentaires, des circuits alternatifs de commercialisation et mieux partager la valeur créée
- Inventer de nouveaux modèles de production respectueux de la santé des consommateurs et intégrant une bonne gestion des ressources naturelles tout en limitant l'impact sur l'environnement
- Réduire les pertes et gaspillages tout au long de la chaîne alimentaire

(Rastoin, 2015)

## □ La nécessité d'élargir le concept de SAT

Aujourd'hui, on est confronté à des enjeux en termes de **déchets**, de **métabolisme territorial**

Besoin aussi intégrer une **dimension sociale**, d'interactions, d'identité

Il faut sortir d'une vision trop matérielle des SAT



# □ Autonomie alimentaire des territoires

- En moyenne, **les villes françaises ne consomment que 2 % de denrées locales**
- Nantes et Angers offrent un plus grande diversité de types de produits locaux.
- Très peu d'aires urbaines atteignent un niveau d'autonomie supérieur à 5 % dans au moins deux catégories de produits
- **98 %** des produits alimentaires consommés localement sont importés
- **97 %** de la production agricole des villes est consommée à l'extérieur de ces territoires

Taux d'autosuffisance alimentaire des 100 principales agglomérations françaises	
1. Avignon 8,2%	69. Paris 1,27%
2. Valence 6,43%	97-100 Thionville, Compiègne, Creil, Forbach <0,2%
3. Nantes 6,37%	
4. Angers 6,36%	

(source: Utopie, 2017)

**En moyenne, les habitants des aires urbaines consomment par an pour seulement 15,5 euros de produits agricoles « locaux »**

## □ Autonomie alimentaire: des différences régionales marquées



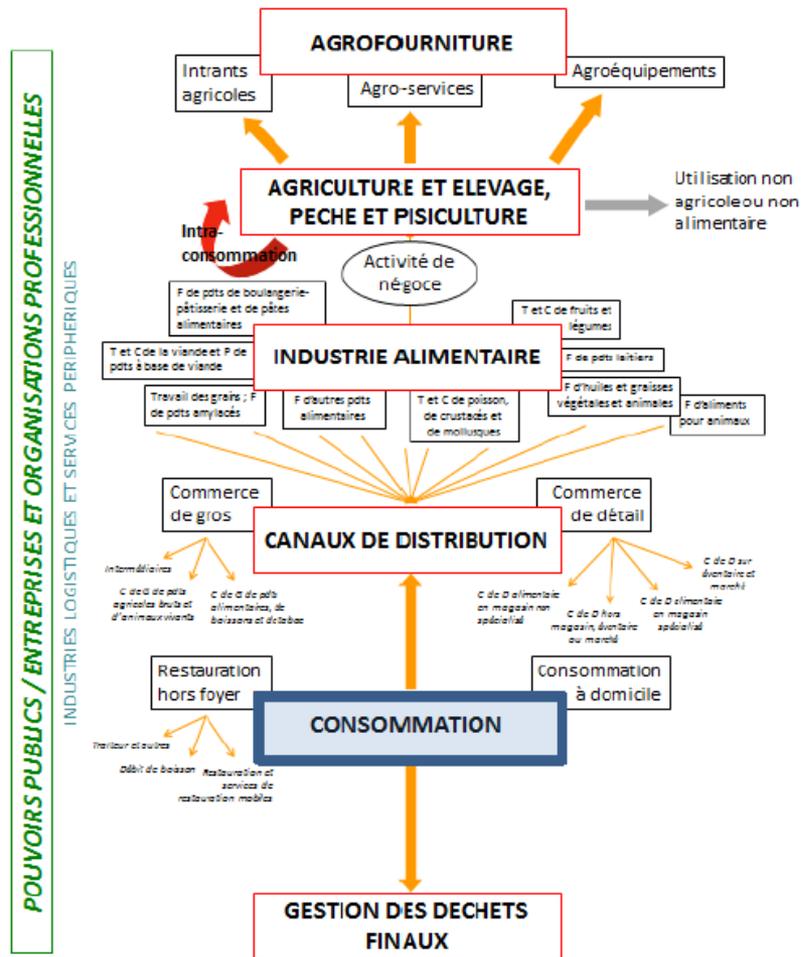
- 10 des 30 premières aires urbaines les plus autonomes sont localisées en Bretagne et Pays-de-la-Loire.
- 15 des 30 aires urbaines les moins autonomes se situent dans les régions Grand Est et Hauts-de-France.

## □ Autonomie par type de produit

	Aire urbaine la plus auto-suffisante	Degré d'autonomie en %	En euros / hab/an*
Culture de céréales, de plantes légumineuses et oléagineuses	Toulouse	7,2%	4,5 €
Culture de légumes	Avignon	26,6%	36,1 €
Culture de fruits	Avignon	22,6%	14,6 €
Culture d'autres plantes	Angers	22,9%	2,7 €
Élevage du bétail, y compris parcs d'engraissement	Brive-la-Gaillarde	14,5%	5,3 €
Élevage de bovins laitiers et production laitière	Rennes	13,3%	12,6 €
Élevage animaliers, à l'exception du bétail, de la volaille et des œufs	Rennes	2,7%	3,0 €
Élevage de volailles et production d'œufs	Saint-Brieuc	32,1%	26,3 €
Activités de pêche, chasse et piégeage	Lorient	7,4%	10,6 €

\* Euros exprimés en «prix producteur» (ce qui revient in fine au producteur hors marge commerciale)

# Schéma général de fonctionnement du système alimentaire de Montpellier



## ❑ Quelle autosuffisance alimentaire pour l'Hérault ?

*Comparaison entre surface cultivée et surface nécessaire dans l'Hérault (Ballon & Bricas)*

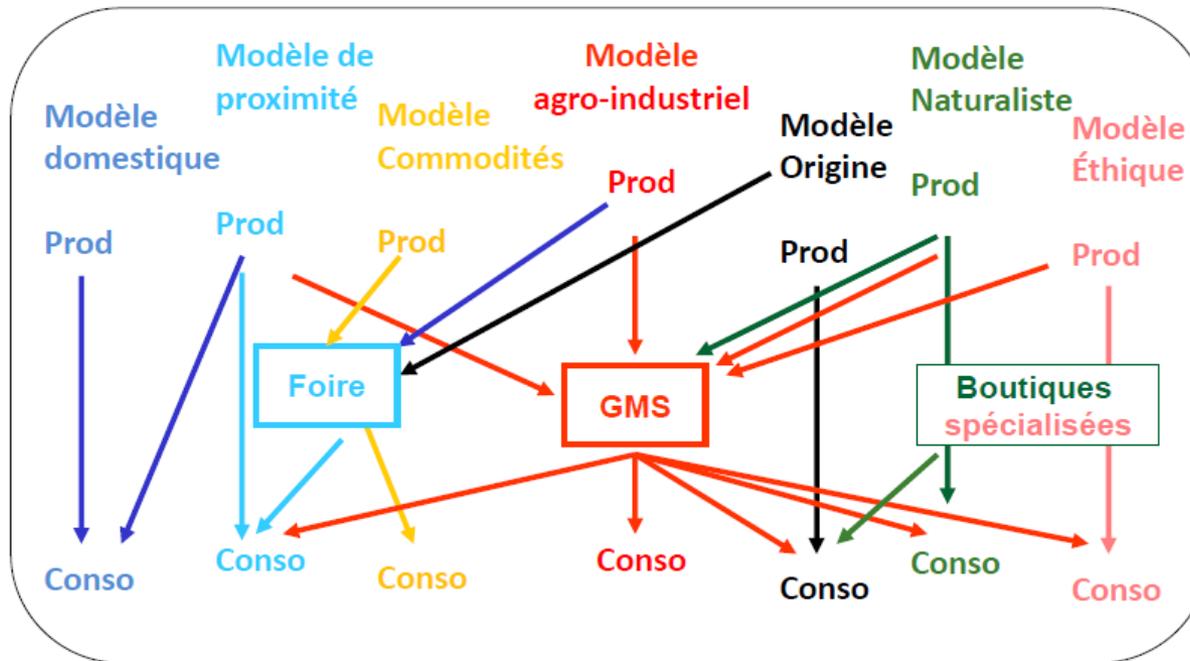
Produits	Surface nécessaire pour nourrir l'Hérault	Surface cultivée dans l'Hérault	Surface cultivée dans l'Hérault / Surface nécessaire
Céréales	36 200	25 400	70%
Viandes et œufs	296 700	48 800	16%
Produits laitiers	10 000	2 500	25%
Huiles végétales	45 300	1 100	2%
Légumes	7 600	4 700	62%
Légumineuses	1 200	100	9%
Fruits	12 300	12 700	103%
Sucres	3 400	0	0%
Boissons alcoolisées	5 400	85 000	1576%
Café, thé, cacao	47 400	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>465 300</b>	<b>180 400</b>	<b>39%</b>

***Etude Utopie pour  
Montpellier***

Autonomie actuelle: 2,02%  
Autonomie potentielle: 21%

## □ Les Systèmes alimentaires combinent les modèles

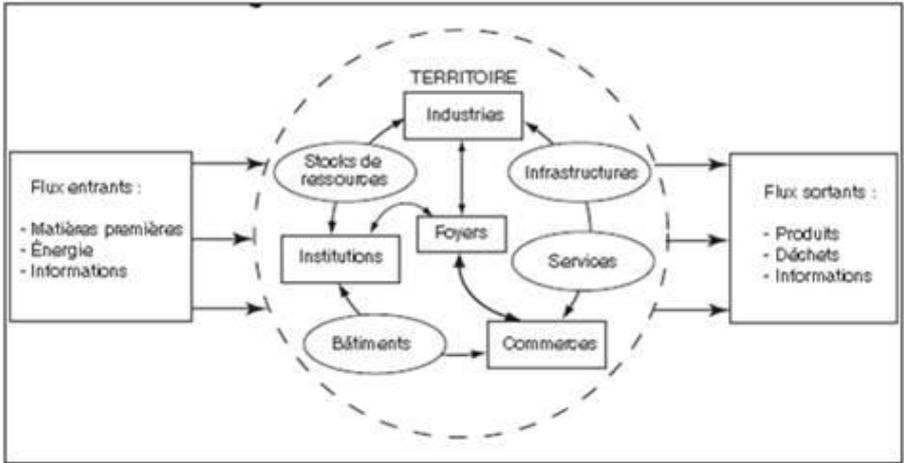
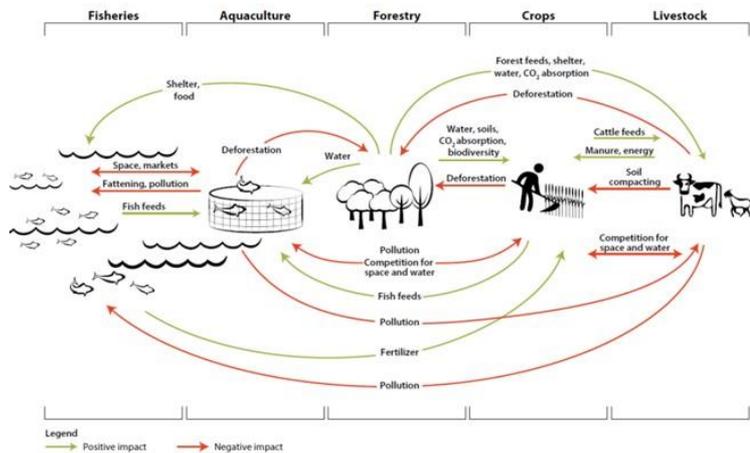
(Fournier, Touzard, 2013)



↳ Systèmes alimentaires territorialisés ?

## Métabolisme territorial: flux territoriaux de ressources

## Synergies et conflits entre sous-secteurs... et entre modèles agricoles



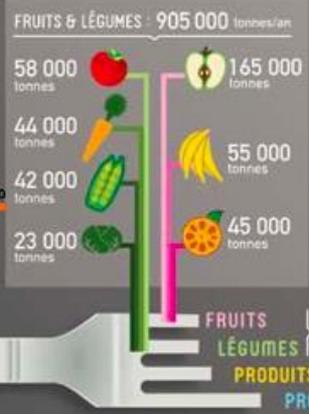
**Toulouse  
en Transition**

# QUE MANGENT NOS VILLES ?

## PARIS // AUJOURD'HUI QUAND LA FRANCE NOURRIT PARIS\*



### CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN ÎLE-DE-FRANCE



Nous avons exploré le ventre de Paris et de Rennes pour y découvrir ce que mangent les habitants. Comme la plupart des villes, Paris ne peut subvenir seule à ses besoins alimentaires. Quant à Rennes, elle rêve de devenir autosuffisante, mais à quelles conditions ?



## RENNES // EN 2020 RENNES SE RÊVE EN LOCAVORE



La métropole de Rennes pourrait elle devenir « locavore » en 2020, c'est-à-dire s'approvisionner uniquement en produits cultivés localement ? Pour répondre à cette question, deux études prospectives ont été menées par Agrocampus Ouest et Rennes Métropole. Les données présentées ici en sont extraites.



### POUR DEVENIR LOCAVORES LES HABITANTS DE RENNES DEVRAIENT :

- 1 CHANGER LEUR CONSOMMATION
  - 3,6% ŒUFS
  - 8% VIANDE & POISSON
  - 10,6% PRODUITS LAITIERS
  - 17,4% LÉGUMES
  - AUJOURD'HUI : 5,9% 10,1% 19,8% 1,5%
- 2 OPTIMISER LES TERRES AGRICOLES
- 3 PLANTER DES ARBRES FRUITIERS DANS 10 % DES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS
- 4 CONSACRER 30 % DES FORÊTS À LA PRODUCTION DE FRUITS À COQUES (CHÂTAIGNIERS, NOYERS)
- 5 INSTALLER UNE CEINTURE AGRICOLE DE 6,3 KM DE LARGE AUTOUR DE LA MÉTROPOLE

Sources : Credoc 2007, Ville de Paris, Rennes AgroCampus, Rennes Métropole

\* Paris au sens = région parisienne = (Île-de-France) / Rennes au sens = Rennes Métropole





- Nécessité de retrouver la diversité agricole (polyculture, agriculture urbaine) et des activités de transformation
- En moyenne, le potentiel agricole local des 100 premières aires urbaines pourrait couvrir plus de 54% des besoins agricoles (exprimés en euros)
- Des potentiels d'autonomie différenciés selon les agglomérations
  - Plus de 90% pour Angers, Albi, Pau en raison de leurs actifs agricoles: enjeu de réorientation du modèle agricole
  - Moins de 25% pour Bordeaux, Paris, Marseille en raison de leur densité urbaine et disponibilités foncières: enjeu d'émergence de formes d'agriculture (péri)-urbaine

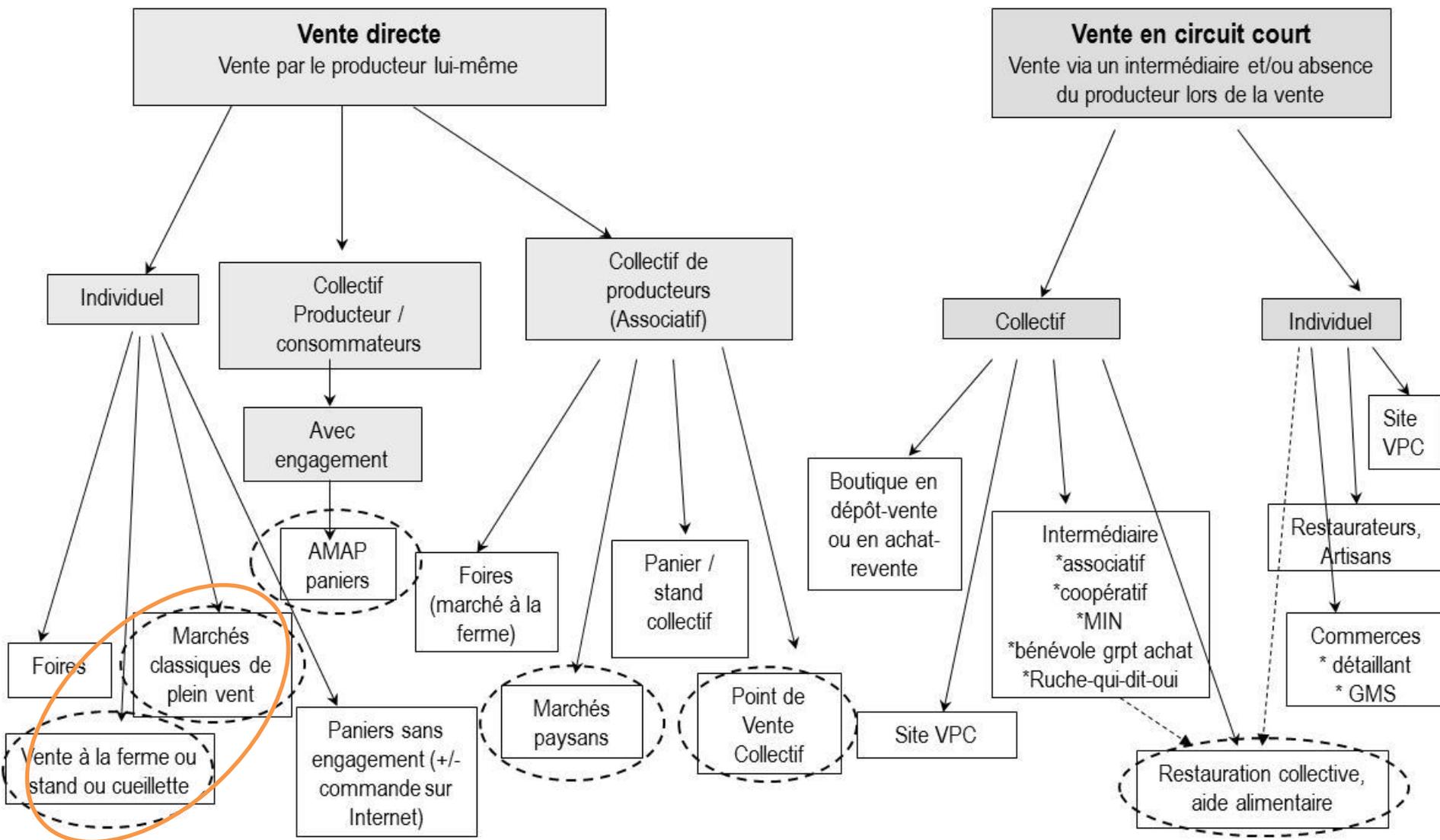


# Les circuits courts: examen d'un mouvement en faveur de la territorialisation de l'agriculture et de l'alimentation

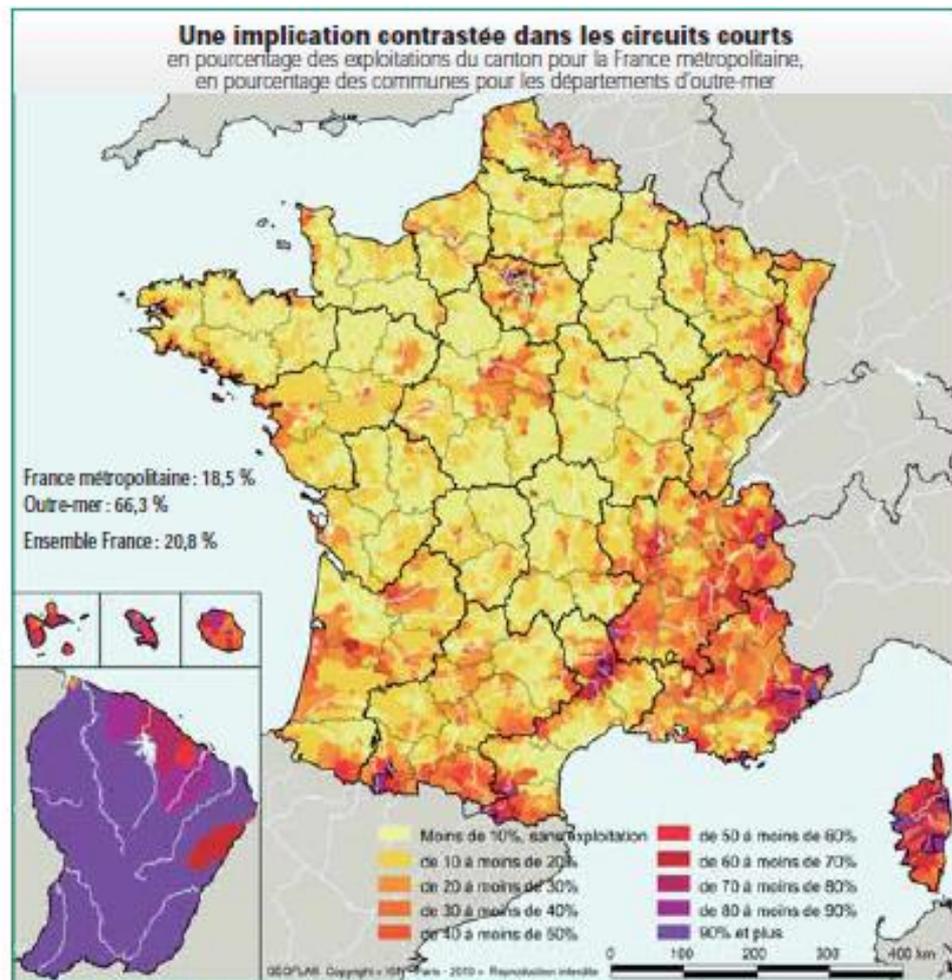
# Le renouveau des « circuits courts » en France

- ❑ **Vente directe inscrite dans l'histoire de l'agriculture et des territoires** mais réduite à une activité de diversification jusque dans la période récente
- ❑ **Regain d'intérêt pour les « circuits courts »** depuis la fin des années 1990 (crise de la vache folle, AMAP, crise agricole...) et **mise à l'agenda politique** : définition officielle des circuits courts (CC) en 2009 (0 à 1 intermédiaire) et plan d'action (« Plan Barnier »)
- ❑ **Un foisonnement d'initiatives (innovantes) dans les territoires**, avec un soutien croissant des collectivités territoriales : développement des « circuits de proximité » (CP), dans la perspective de la définition européenne des circuits courts
  - « des circuits d'approvisionnement impliquant un nombre limité d'opérateurs économiques engagés dans la coopération, le développement économique local et des relations géographiques et sociales étroites entre les producteurs, les transformateurs et les consommateurs » (Commission européenne, 2011, révisé par le Parlement européen, 2013)

# Données de cadrage : diversité des « circuits courts »



# Données de cadrage et tendances



Source : SSP – Agreste – Recensement agricole 2010 - résultats provisoires

2010 : filières en circuits courts (RA)

Miel  
Fruits et légumes  
Fromages de chèvre



Viande bovine  
Produits laitiers  
Céréales...



2017 : transformation et vente  
de produits transformés en forte  
croissance dans les CP

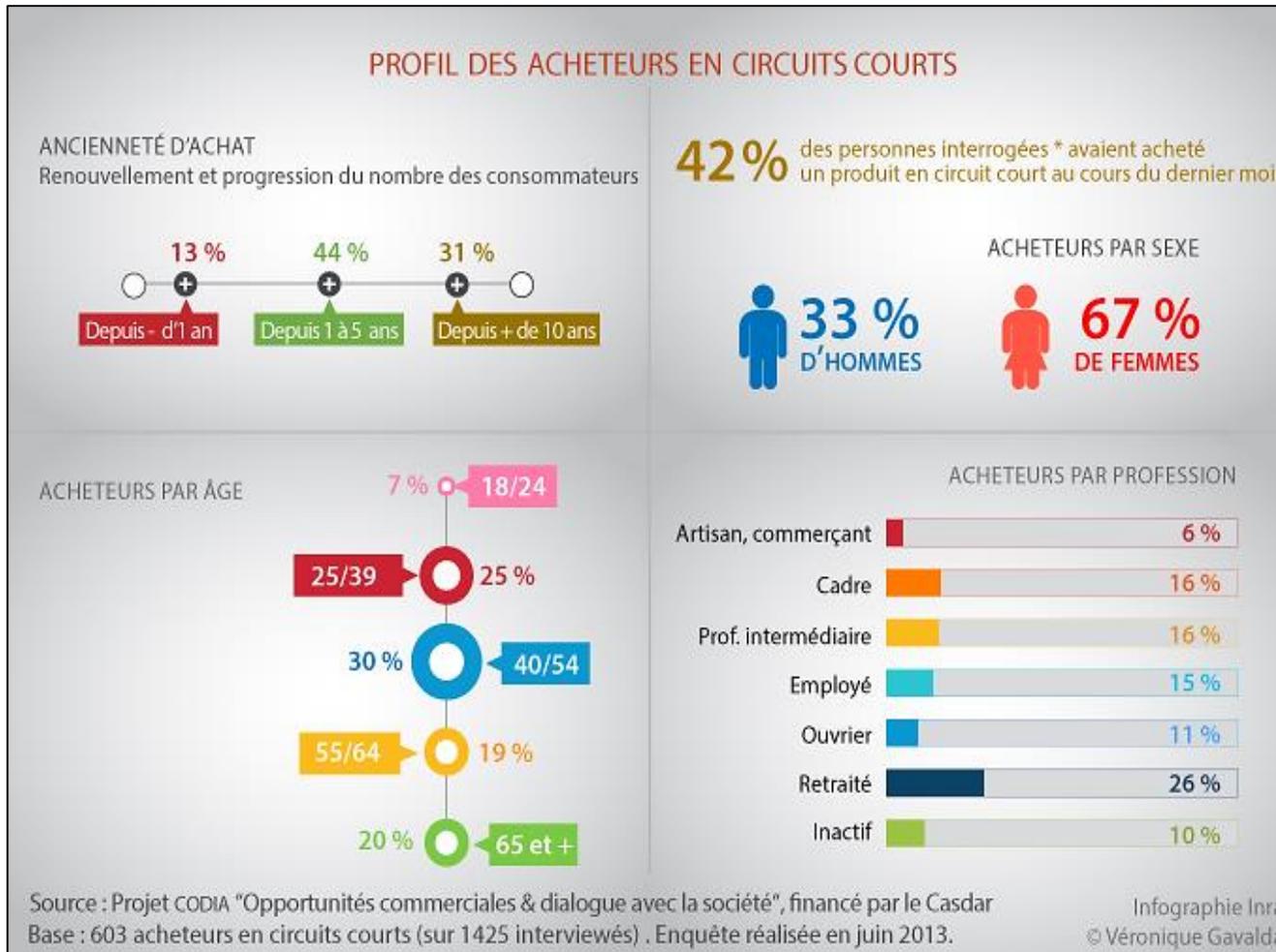
# Données de cadrage, tendances et enjeux de développement

## ☐ Producteurs

- 1 exploitation sur 5 en CC (RA 2010)
- Pour 40%, CC > 75% du chiffre d'affaires ; pour 30%, < 10% (RA 2010)
- Fermes plus petites, représentant plus de main d'œuvre (RA 2010)
- Une part importante, parfois majeure des projets d'installation en CP (ex. maraîchage)
- Recherche de diversification dans l'« agriculture du milieu »
- Développement des projets collectifs et de la transformation des produits hors AOP/IGP en CP
- Appui sur NTIC, nouveaux métiers, nouveaux services qui structurent les CP

# Données de cadrage, tendances et enjeux

## Consommateurs



2013 : 10% des achats alimentaires (Projet Casdar CODIA)

(Avis Ademe, 2012, 6-7%, mais issu de données CREDOC 2009 sur les circuits les plus fréquentés)

2017 : démocratisation; attentes santé, environnement, transparence-lien social, économie locale

# Tendances, innovations et enjeux de développement

## □ « Intermédiaires »

- Transformateurs, distributeurs, coopératives (ex. Frais d'Ici...)
  - Nouveaux acteurs : acteurs de la logistique (ex. la Poste, start-up la Charrette...) ; nouveaux types d'entrepreneurs (ex. La Ruche-qui-dit-oui, Kelbongoo...) ; supermarchés coopératifs ; Restos du cœur, ANDES (programme Uniterres)...
- Questionne mise en place de la coopération, modèles économiques et gouvernance/transparence des CP (ex. protection des données personnelles...)
- Des ressources intéressantes : RRF, projets Casdar Loccaterre et Interval

## □ Collectivités et GAL Leader

- Implication croissante ou renouvelée, confortée par PAT
- Restauration collective chantier souvent prioritaire mais complexe (voir RRF, projet Casdar Realisab)
- Des innovations pour lever d'autres freins au développement (ex. Ici.C.Local)

# Tendances, innovations et enjeux de développement

## □ Environnement

- 10% des fermes en CC sont certifiées AB (2% en CL) (RA 2010)
- Ecologisation des pratiques agricoles, choisie ou subie (projets SALT, PSDR Coxinel, thèse INRA-Ademe...)
- Maintien-réintroduction ceintures vertes, agriculture en ville...
- Biodiversité variétale et animale (projets Casdar Varappe, Fruinov...)
- Valorisation des pertes et gaspillages
- Logistique qui s'améliore dans un contexte réglementaire très contraint mais appelle à innover pour maintenir le lien au consommateur

## □ Santé-nutrition

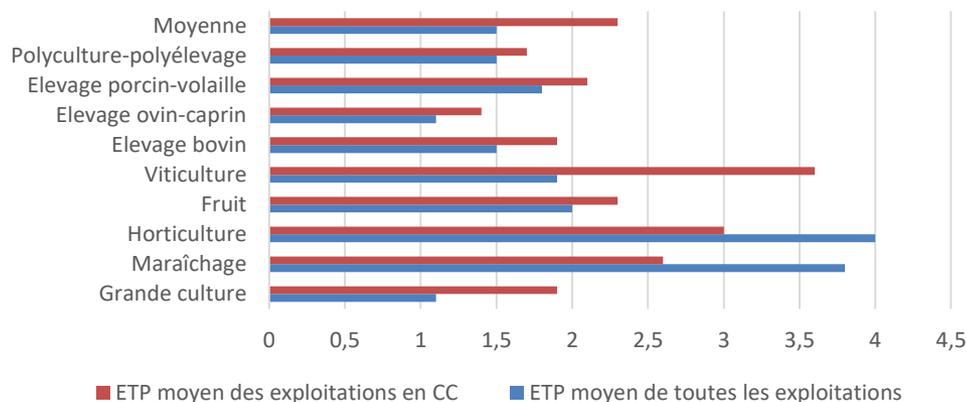
- Fraîcheur, goût, qualité = critères de satisfaction en CP
- Projet européen FP7 GLAMUR : tomate locale > globale
- Innovations produits / innovations technologiques (« technologies douces », naturalité...) mais freins et risques (semences, downsizing, sécurité sanitaire) (RMT-INRA-Chaire d'Innovation Frugale)

# Tendances, innovations et enjeux de développement

## □ Emploi

- Besoin supérieur en main-d'œuvre et en compétences sur les exploitations: 2,3 ETP contre 1,5 (RG, 2010)
- Emplois faiblement délocalisables...mais parfois précaires (salaires, temps partiel, CDD...) (Agreste, 2016)
- Recours fréquent au salariat dans les magasins de producteurs (2 ETP en moy., Casdar Magpro), notamment si rayon de boucherie traditionnelle (Casdar Interval)
- Emplois générés ou maintenus dans les fonctions logistiques et de conseil

L'emploi dans les exploitations en circuit court



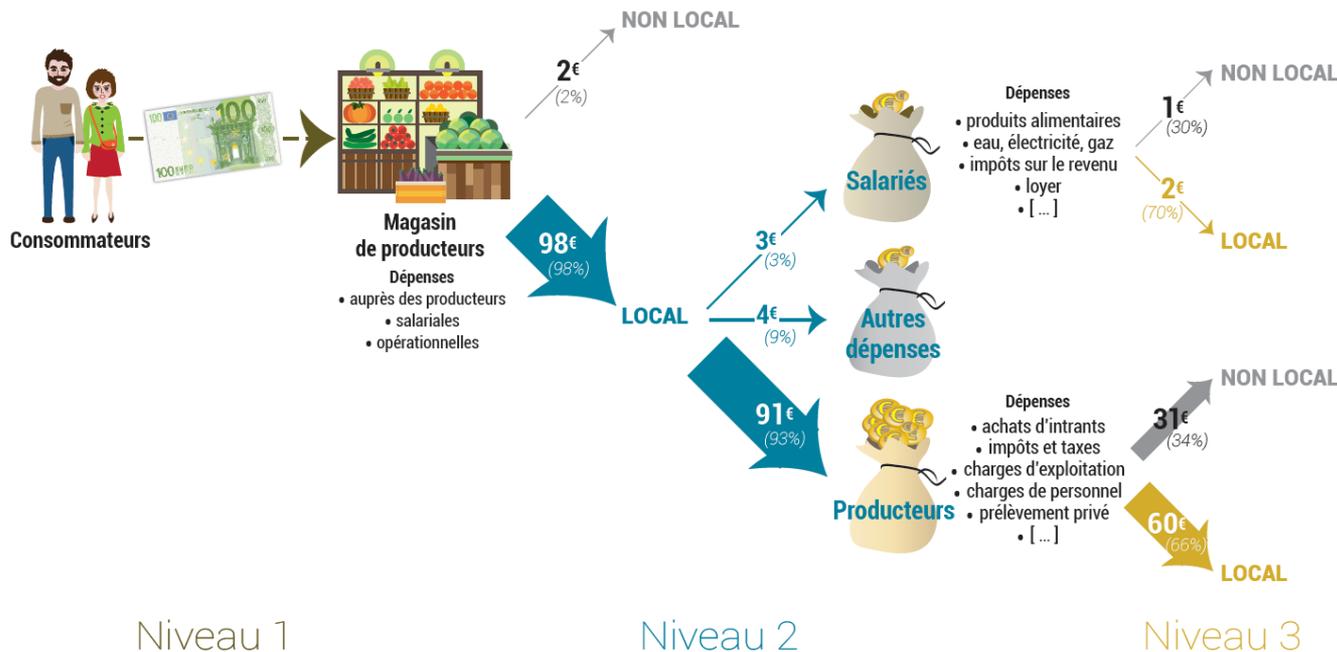
# Tendances, innovations et enjeux de développement

## □ Economie locale

- Des niveaux de revenus très hétérogènes mais des petits ateliers pouvant être aussi performants (€/h/actif) que des gros (INRA-AgroSupDijon 2011 et projet Casdar RCC 2013)
- Apport régulier de trésorerie mais activité exigeante
- Développement des démarches collectives comme moyen d'éviter le risque de surcharge de travail
- Une performance économique en CC variant de 1 à 4 en viande bovine, selon, en particulier, si abattoir à proximité ou non (RCC 2013)
- Effet multiplicateur de l'achat local : travaux en cours dans Casdar Magpro

# Tendances, innovations et enjeux de développement

## Enjeu de reterritorialisation de l'agriculture et de la consommation



- Double perspective : « voter avec son caddie » ; optimiser soutien public
- Sans tomber dans un localisme défensif
- Moyen d'identifier les manques / le potentiel de création d'activités au niveau du territoire

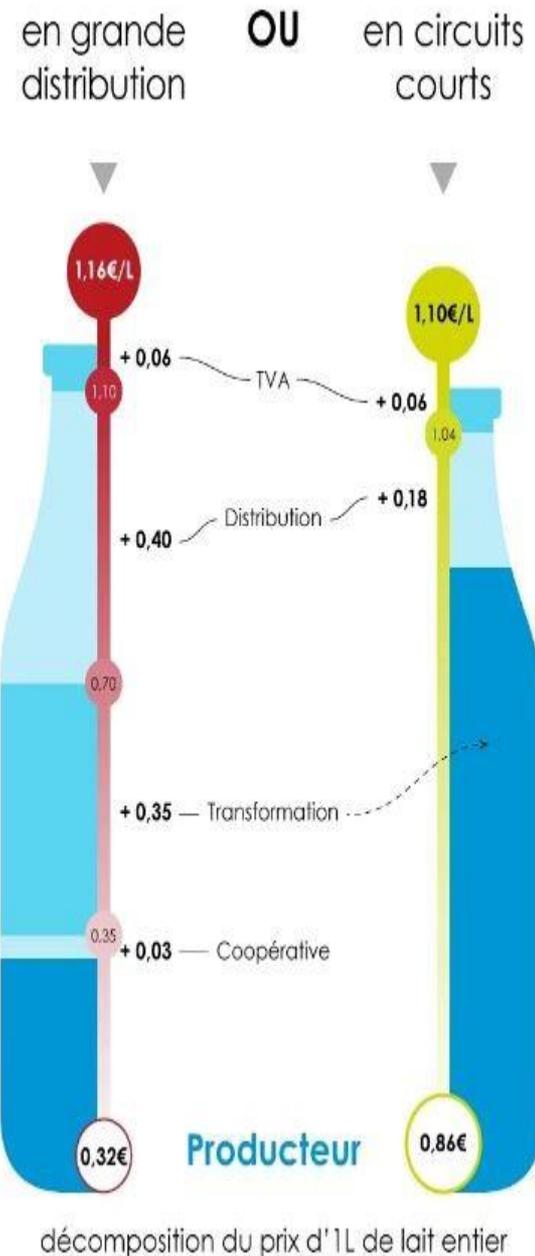
**Effet multiplicateur de 2,6:** pour 1€ dépensé par le consommateur, 1,6€ supplémentaires seront ensuite dépensés localement (Magpro)

# Une répartition de la valeur ajoutée en faveur de l'aval des filières

	2001	2016	
prix en rayon	0,59€	0,77€	+ 30%
Industrie	0,22€	0,33€	+ 50%
Distribution	0,08€	0,16€	+ 100%
Éleveur	0,25€	0,24€	- 4%

Source : Observatoire des prix et des marges (2017)

33% des agriculteurs Français ont gagné moins de 350 € par mois en 2017



## □ En moyenne, les exploitations en circuits courts créent plus que l'ensemble des exploitations agricoles: 0,8 ETP

	ETP moyen de toutes les exploitations	ETP moyen des exploitations en CC
Grande culture	1,1	1,9
Maraîchage	3,8	2,6
Horticulture	4,0	3,0
Fruit	2,0	2,3
Viticulture	1,9	3,6
Elevage bovin	1,5	1,9
Elevage ovin-caprin	1,1	1,4
Elevage porcin-volaille	1,8	2,1
Polyculture-polyélevage	1,5	1,7
<b>Moyenne</b>	<b>1,5</b>	<b>2,3</b>

- Ces statistiques ne **prennent pas en compte le nombre d'emplois créés sur l'ensemble des micro-filières** autour des activités de vente (points de vente collectif, marché, etc.), de logistique, de communication, etc.
- Chiffres à prendre avec précaution: ne prennent pas en compte la taille des structures

**Comparaison du volume de main d'œuvre engendré par les CC dans les différentes productions (Source : BERTIN et al., 2016)**

# Tendances, innovations et enjeux de développement

## □ Les circuits courts, pourvoyeurs d'emplois

- **Effet confirmé par plusieurs études en France et en Europe**
  - La diversité des tâches induites par ces systèmes implique souvent un **besoin supérieur en main d'œuvre supérieur**.
  - Une étude menée à l'échelle du territoire de la métropole de Rennes a montré que **268 emplois sont liés à la commercialisation** de produits locaux en circuits courts (HERAULT-FOURNIER, 2010).
- Les CC participent au développement économique territorial car les **emplois créés sont non-délocalisables** (AGRESTE, 2016 ; CAPT et *al.*, 2011 ; HERAULT-FOURNIER et *al.*, 2012).



# Tendances, innovations et enjeux de développement

## ❑ L'enjeu de l'organisation et des compétences

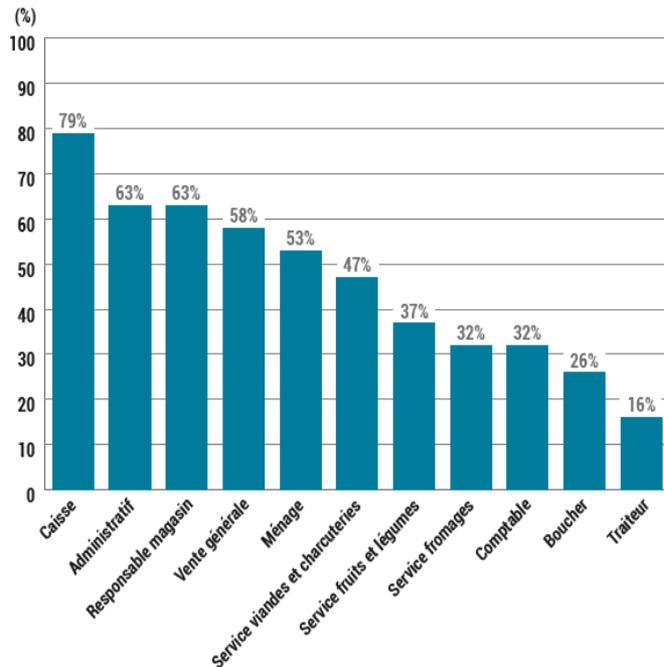
- ❑ Fréquence du sentiment de **surcharge chronique de travail** pour les agriculteurs en circuits courts
- ❑ **Combinaison de différents métiers:** producteur, transformateur, logisticien, commerçant + gestion administrative et financière
- ❑ **Difficultés à trouver des compétences adaptées** aux systèmes d'activité en circuits courts au sein des services de remplacement ou d'embauche de permanents
- ❑ **Accompagnement:** certaines associations et OPA viennent en appui aux agriculteurs pour les aider à s'organiser et trouver les compétences
  
- ❑ **Les circuits courts collectifs sont de véritables outils de formation**
  - Drives fermiers et Ruches: formations pour à gérer un site de vente (logiciel, mise en avant des produits, fixation des prix etc.), faire de la logistique de micro/petit lots ; dans certains cas des formations ou outils sont proposées aux agriculteurs par les structures collectives

# □ L'emploi dans les magasins de producteurs

(enquête Magpro, sur 141 magasins en 2015)

## Localisation plutôt urbaine:

65 % des magasins enquêtés sont situés dans une commune appartenant à un grand pôle (plus de 100 000 emplois) ou à sa couronne



Part des magasins employant au moins un salarié pour cette activité

- **74 % des magasins** enquêtés ont recours au salariat. Nombre moyen de salariés: **2,8** (entre 1 et 15), soit **2 ETP (de 0,06 à 11 ETP)**.
- **Implication des producteurs:** 92 % des magasins ne délèguent pas la responsabilité de la vente des produits aux salariés seuls
- **Corrélation entre volume de vente et nombre de salariés :** en moyenne 1,2 ETP salarié pour moins de 900 000 €/an contre 8,4 ETP pour plus de 2 000 000 €/an.
- Les salariés sont plus nombreux dans les magasins avec un **rayon boucherie traditionnelle** (3,3 ETP contre 1,5).

# Tendances, innovations et enjeux de développement

- **Structures commerciales en CC: des créations d'emplois mais pas toujours durables (projet CAPPAP)**
  - **Rôle des OPA dans la prise en charge financière de l'animateur.**
    - 3 cas de figure :
      - Le plus souvent, point d'équilibre atteint au bout de 3 ans: les **besoins d'aides/subventions se succèdent;**
      - Arrêt de la structure de commercialisation;
      - **Une petite minorité arrive à l'autonomie,** avec financement des animateurs
  - **Enjeu de croissance:** embauche a posteriori de techniciens/logisticiens, ce qui augmente les charges et le point d'équilibre

# Tendances, innovations et enjeux de développement

## □ **Transparence et lien social : l'exemple d'Ici.C.Local**

- Grabels (34), 2008, idée d'un marché, « ni bio, ni de producteurs mais.. »
  - marché en circuit court, en collaboration avec l'INRA : charte, comité de suivi
  - agriculture du milieu, « artisans-Métro », consommateurs non engagés, élus novices
- 2010 : méfiance de certains consommateurs / origine et qualité des produits
  - expérimentation d'un système d'étiquetage (origine-respect du cahier des charges), avec délibération critères durabilité et **contrôle local participatif**



## Vente directe

< 150 km, produits de saison, critères de durabilité



		<b>Origine France</b>
Votre producteur :		Lieu de production / km
Produit :		
Prix kg / pièce :		Calibre / Catégorie :
€		

## Circuit court avec 1 intermédiaire

< 150 km, produits de saison, critères de durabilité



		<b>Origine France</b>
Production de :		Lieu de production / km
Produit :		
Prix kg / pièce :		Calibre / Catégorie :
€		

**Hors CC**  
produits de saison



<b>Hors Circuit Court</b>			<b>Origine</b>
Fournisseur :			
Produit :			
Prix kg / pièce :		Calibre / Catégorie :	
€			

# Tendances, innovations et enjeux de développement

## □ **Transparence et lien social : l'exemple d'Ici.C.Local**

- Nouveaux liens, apprentissages, responsabilisation individuelle et collective
- Ecologisation des pratiques agricoles et alimentaires, relocalisation des approvisionnements
- Réappropriation de l'alimentation par les habitants locaux (« démocratie alimentaire »)
- Développement d'un projet de territoire autour de l'alimentation locale et durable (cantine, agriculture urbaine, jardins...)



→ 2017 : une démarche complémentaire aux SIQO et marques ; 50 territoires intéressés (transparence, participation); mise en place du partenariat institutionnel et professionnel pour la diffusion



# Vers une gouvernance alimentaire sur les territoires

## □ Engagement volontaire décentralisé et inflexion de la politique agricole

- Engagement volontaire des collectivités sur la question alimentaire
  - Souvent dans le prolongement des projets de territoire de développement durable (ex: Agendas 21 locaux)
  - Mobilisation collective à large échelle: Pacte de Milan (2015), Déclaration de Rennes (ARF, 2014)
- Rôle d'impulsion d'acteurs sensibilisés aux enjeux de transition
  - Associations porteuses de projets, élus, services impliqués dans l'agriculture ou la restauration scolaire
- Opportunités fournies par l'évolution de la politique Ministérielle
  - Programme National pour l'Alimentation, 2008
  - Appel à projet PAT, 2016
  - Etats Généraux de l'Alimentation, 2017

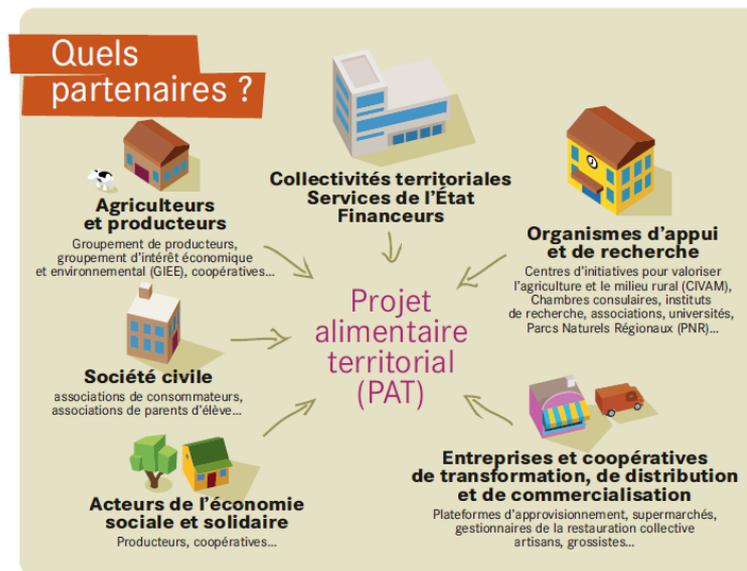


■ ÉTATS  
GÉNÉRAUX  
ALIMEN  
TATION

# □ PNA et PAT

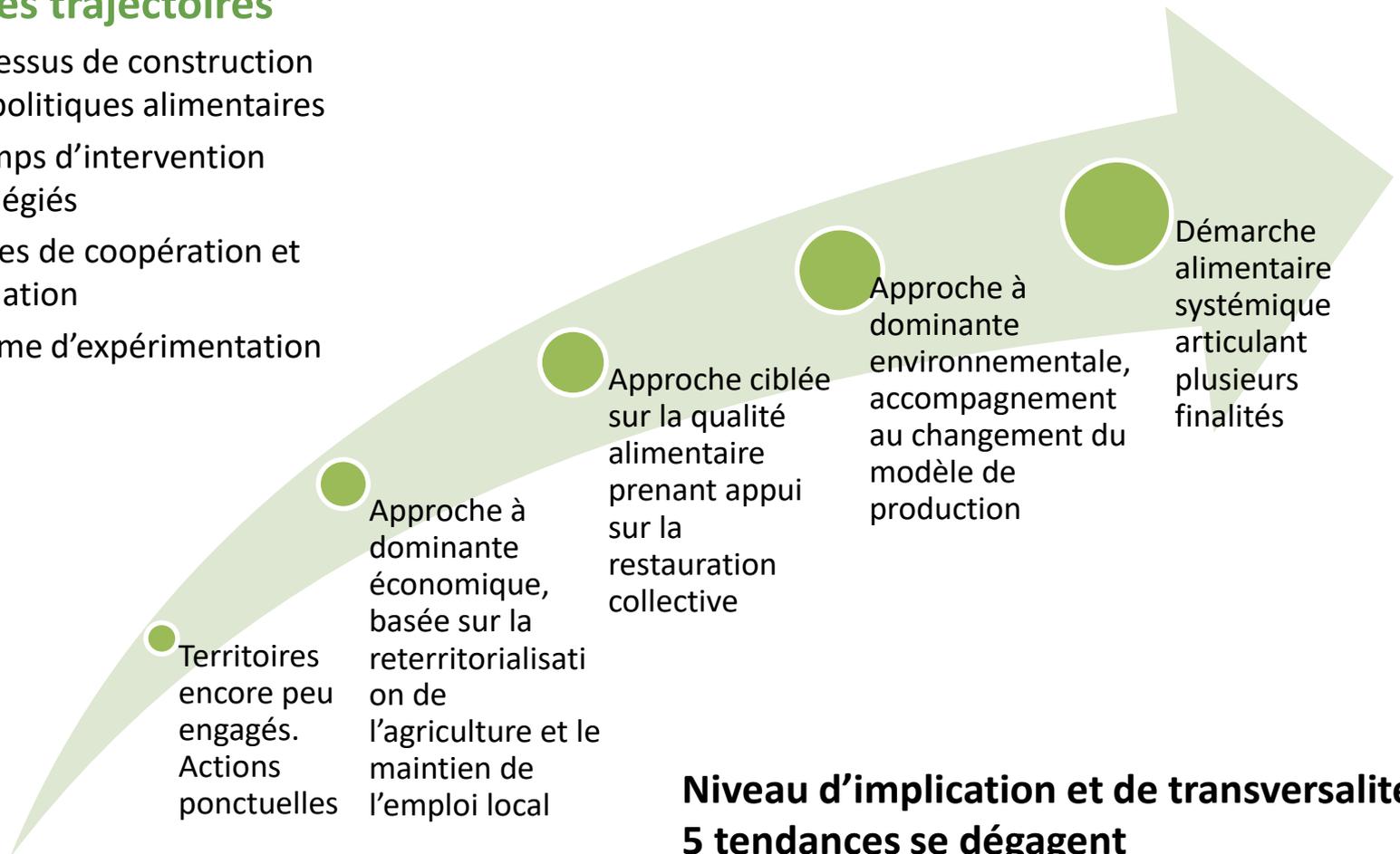
## 4 axes prioritaires du PNA (2013-2018)

1. la justice sociale
2. l'éducation à l'alimentation
3. la lutte contre le gaspillage alimentaire
4. l'ancrage territorial



## Diversité des trajectoires

- Processus de construction des politiques alimentaires
- Champs d'intervention privilégiés
- Modes de coopération et animation
- Rythme d'expérimentation



**Niveau d'implication et de transversalité:  
5 tendances se dégagent**

## □ Les axes d'intervention des collectivités

- Entrée dans la question alimentaire par une thématique choisie au regard de leurs champs de compétences et des enjeux territoriaux.
- Appui sur les projets de territoire, les outils réglementaires et les initiatives locales.
- Saisie des opportunités telles que des appels à projets pour accélérer le processus et/ou expérimenter



- Acteurs de la transformation: non prioritaires
- Peu par la cohésion sociale et la solidarité

## ❑ La restauration collective: un puissant levier d'intervention

- ❑ **Plébiscite** dans les discours des collectivités locales et parents d'élève pour la restauration scolaire bio et locale
- ❑ Part des produits biologiques en restauration collective: **2,9%** de la valeur d'achat, mais **progression de 18% en un an**
- ❑ 78% des produits bio achetés sont d'origine française, et **59% d'origine régionale**
- ❑ **Principaux freins:** décalage entre offre et demande, complexité technique d'organisation, faible attractivité économique en raison de prix bas
- ❑ **Besoin d'opérationnaliser la RC bio et locale:** repenser les systèmes de production, de transformation, de distribution et de consommation
- ❑ **Commande publique:** des clauses favorables aux produits locaux
  - Allotissement technique et géographique
  - Clauses sociales, environnementales, techniques

## □ Les limites de l'aide alimentaire

- Inégalité d'accès à une **alimentation durable et de qualité**  
France: 3,2 millions de personnes en déficit d'accès à une alimentation de qualité et en quantité suffisante en raison de leurs faibles revenus (Paturel, 2013)
- **Dispositifs d'aide alimentaire**: Ex: Restos du cœur en 1980  
**Pas adaptés à tous**: bon nombre de bénéficiaires recherchent plus de **lien social**, la possibilité de **faire des choix** dans leur alimentation et de pouvoir prétendre à des **produits de qualité**
- **Modèles alternatifs** (ex: circuits courts): **tendance à exclure** des individus « à faible niveau de ressources économiques ou cognitives » (Chiffoleau et Paturel, 2016)
- Souhait d' un **système d'aide alimentaire « plus juste »** qui dans un même temps ne les stigmatisera pas et prendra en compte les cultures de chacun

## □ Emergence d'un mouvement pour plus de justice alimentaire

- **Justice alimentaire:** *Food Justice movement*: né dans les années 2000 aux Etats-Unis
- La **démocratie alimentaire** : une implication des citoyens dans leur alimentation
- **Citoyenneté alimentaire:** implique des droits et des devoirs c'est-à-dire le droit à une alimentation saine pour tous, d'avoir un accès transparent aux informations concernant cette alimentation et d'adopter un comportement responsable.

## □ Vers un droit à l'alimentation?

- **Souveraineté alimentaire** : 1<sup>ère</sup> mention DUDH (1948). « Droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires» (Déclaration de Rome, 1996).
- **Sécurité alimentaire**: « une situation caractérisée par le fait que toute la population a en tout temps un accès matériel et socio-économique garanti à des aliments sans danger et nutritifs en quantité suffisante pour couvrir ses besoins physiologiques, répondant à ses préférences alimentaires, lui permettant de mener une vie active et d'être en bonne santé.»
- **Responsabilité des Etats...et des collectivités locales**

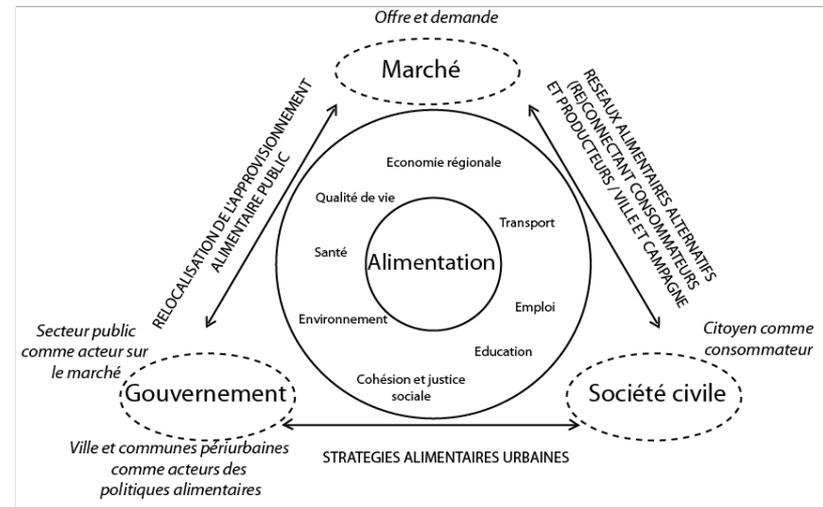
### Sécurité alimentaire :

- Disponibilité (production locale et/ou importation)
- Accès (physique, économique, social : revenus)
- Utilisation (conditions hygiéniques, gestion/pertes)
- Stabilité (volumes et prix)

### Sécurité nutritionnelle :

- Diversité et qualité (normes, contrôle)
- Pratiques de soins (lutte contre les MNTOA)
- Environnement sanitaire (eau, assainissement)
- Connaissances (information et éducation)

## □ Gouvernance alimentaire implique un pilotage engageant les acteurs publics: portage politique



- Mobiliser acteurs productifs (collectifs) et société civile
- Mettre en place de lieux, instances, et dispositifs de concertation
- Articuler les échelles territoriales et des circuits courts/longs
- Intégrer les enjeux agricoles et alimentaires dans les stratégies de développement territorial
- Passer d'appuis épars aux initiatives locales à une véritable politique publique alimentaire territoriale
- Saisir les opportunités offertes par les réseaux nationaux et internationaux (RMT AL, LEADER...)

# ❑ Construire l'action alimentaire en commun sur les territoires

- Pas de solution clé en main pour réussir la concertation et la participation sur les territoires => Besoin de réinventer à chaque fois
- Besoin d'identifier les facteurs conditionnent la possibilité d'un engagement pratique, pour définir les problèmes et les solutions
- **Etablir des collectifs pertinents**



(d'après Claire Ruault, Comédie 2017)



# Conclusion

# Conclusion

- ❑ Croissante de l'offre en circuits courts et diversification des formes
- ❑ Hausse de la part des achats en circuits courts de la part des consommateurs mais encore modeste
- ❑ Les circuits de proximité, sources d'innovations multiples mais aussi de désillusions : garantir/améliorer la viabilité, la vivabilité et les réponses aux attentes des consommateurs
- ❑ Des outils différents et complémentaires des circuits longs ; une position à maintenir et renforcer
- ❑ Des outils pour la transition des filières et des systèmes alimentaires vers plus de durabilité (pédagogie, expérimentations, coopération multi-acteurs, articulation des différentes dimensions de la durabilité...)
- ❑ Des outils révélateurs de freins et verrous pour la transition (ex. équipements de proximité...)

# Conclusion

- ❑ Impact positif (à affiner) en termes de
  - ✓ Effet multiplicateur sur le territoire
  - ✓ Répartition de la valeur ajoutée
  - ✓ Création d'emplois agricoles et non-agricoles
- Exigence de données plus précises et récentes sur les flux alimentaires et de déchets à différentes échelles territoriales**
- ❑ Point d'équilibre économique parfois difficile à atteindre, notamment en zone rurale → Précarité des emplois
- ❑ Intérêt des démarches collectives (magasins de producteurs) pour une optimisation de l'offre (mutualisation des coûts, logistique, charge de travail, variété des produits)
- ❑ Importance de la mise en synergie des initiatives sur le territoire (PAT), effet levier de la commande publique (restauration collective)



**Merci de votre attention**

[wallet@agroparistech.fr](mailto:wallet@agroparistech.fr)